



---

# **TERMES DE REFERENCE**

## **DE L'EVALUATION EXTERNE DU PROJET**

### **PSAD-TAER / SENEGAL**

***Numéro de projet : Projet n°100-900-1673***

***Pays du projet : Sénégal***

***Titre du projet : Plaidoyer pour des politiques agricoles durables basées sur des territoires agroécologiques résilientes***

***Parrain privé : misereor***

***Mise en œuvre par Enda Pronat, ONG sénégalaise, basée à Dakar / 54, rue Carnot***

***Contact : [pronat@endatiersmonde.org](mailto:pronat@endatiersmonde.org) / +221 33 889 34 39***

***Durée du projet :2022 - 2025***

# 1. Contexte et description du projet

La gouvernance foncière et la gestion durable des ressources naturelles constituent des enjeux majeurs pour les populations rurales au Sénégal, en particulier dans la commune de Ndogo Babacar. Face à une pression croissante sur les terres et les écosystèmes (déforestation, accaparement des terres, conflits d'usage entre agriculteurs et éleveurs, extension des monocultures), des approches innovantes et inclusives sont nécessaires pour assurer un accès équitable et durable aux ressources naturelles.

En effet, le secteur agricole est confronté à plusieurs défis. Selon la DAPSA, environ 34% des terres agricoles sont affectées par la dégradation, due notamment à l'érosion, à la déforestation et à des pratiques agricoles non durables. Des rapports indiquent que près de 20% des terres arables ont été cédées à des investisseurs privés, souvent au détriment des communautés locales, entraînant des conflits fonciers.

Sans compter les défis liés aux **Changements climatiques** avec des données météorologiques qui montrent une augmentation de la fréquence des sécheresses et des inondations. Par exemple, en novembre 2024, des inondations sans précédent ont dévasté plus de 16 000 hectares de terres agricoles dans l'est du Sénégal, affectant plus de 200 000 personnes et compromettant la sécurité alimentaire de la région.

Depuis 1982, Enda Pronat expérimente avec les communautés locales des méthodes agroécologiques et des mécanismes inclusifs de gestion des ressources naturelles en participant au dialogue politique et en prônant l'inclusion dans les politiques publiques les préoccupations des communautés rurales.

## 1.1 Objectif global du projet

Le projet **PSAD-TAER** (plaidoyer pour des politiques agricoles durables basées sur des territoires agroécologiques résilients) vise à renforcer la gouvernance foncière et à promouvoir l'agroécologie dans la commune de Ndogo Babacar.

## 1.2 Objectifs spécifiques du projet

De manière spécifiques, le projet a pour objectifs :

\_ OS1 : La commune de Ndogo Babacar gère les ressources naturelles de son terroir de manière soutenue.

\_ OS2 : Les acteurs de développement du département de Tambacounda s'engagent de plus en plus pour l'agroécologie.

\_ OS3 : L'Etat du Sénégal adopte et met en œuvre des mesures de soutien à la promotion de l'agroécologie et respecte les droits fonciers des communautés paysannes

\_ OS4 : Les réseaux sous-régionaux de plaidoyer se sont renforcés et prennent en compte des droits fonciers des sociétés paysannes et de l'agroécologie dans les politiques et règlements ouest africains d'une manière plus accentuée.

### 1.3 Période d'exécution du projet

Démarré en juillet 2022, le projet PSAD - TAER financé par Misereor se situe à sa dernière année d'exécution soit 30 mois d'exécution sur 36 prévus.

## 2. Description de la mission d'évaluation

### 2.1 Objectifs de l'évaluation

L'objectif est d'évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité du projet afin de tirer des enseignements pour les futures interventions. De façon générale cette évaluation finale doit permettre de connaître d'une forme participative et comme un processus d'apprentissage, dans quelle mesure le développement des actions de ce projet a contribué à l'accomplissement des objectifs proposés, en soulignant clairement : les points de succès, les erreurs commises, les points faibles et les limites ; les adaptations effectuées pour atteindre les dits objectifs.

### 2.2 Objectifs spécifiques de l'évaluation

De manière spécifiques il s'agit :

- Analyser la mise en œuvre du projet : adéquation des activités avec les objectifs fixés.
- Évaluer les résultats obtenus : analyser le rapport objectifs / indicateurs, évaluer les progrès réalisés en termes de gouvernance foncière, de protection des ressources naturelles et de promotion de l'agroécologie.
- Apprécier l'impact du projet sur les bénéficiaires directs et indirects (communautés locales, acteurs institutionnels, société civile).

- Identifier les bonnes pratiques et les défis rencontrés pour orienter d'éventuelles actions futures.
- Formuler des recommandations pour améliorer les approches et stratégies dans la mise en œuvre des futurs projets.

## 2.3 Finalité de l'évaluation

En particulier, cette évaluation servira à comprendre la performance de l'action, ses facteurs déterminants et ceux qui constituent actuellement le blocage pour l'obtention des résultats, de manière à orienter ses modalités de mise en œuvre. L'évaluation fonctionnera comme un outil de réflexion et d'apprentissage pour le personnel impliqué, contribuant à renforcer leurs capacités pour la poursuite de la mise en œuvre du projet.

D'une manière globale, les évaluateurs analyseront l'impact de l'intervention du projet dans la gouvernance des ressources naturelles et les effets sur le développement économique dans la commune de Ndogo Babacar. Les aspects les plus importants à évaluer sont les suivants :

- La pertinence et la qualité de la conception du projet, en particulier de la démarche, au regard des problèmes ou besoins réels identifiés dans la zone du projet.
- La cohérence de l'intervention avec les autres interventions menées au Sénégal et en particulier avec les politiques nationales et sous-régionales.
- L'efficacité des moyens et mécanismes mis en œuvre pour la réalisation des activités et l'atteinte des résultats prévus.
- L'efficacité du projet en appréciant la qualité technique des activités, les méthodes et les approches utilisées surtout dans le domaine de la sensibilisation et la formation.
- L'impact actuel du projet en appréciant les effets positifs et négatifs et une perspective à long terme au niveau de la zone d'intervention et des groupes cibles en particulier
- La viabilité potentielle ou la durabilité du projet en appréciant le degré d'implication des bénéficiaires, des autorités et des partenaires au développement de la zone d'action du projet

- La prise en compte de la notion de genre dans le projet en appréciant le degré d'implication des femmes dans la mise en œuvre du projet et leurs participations dans les instances de prise de décisions.
- L'efficacité du dispositif de suivi/évaluation.

### 3. Résultats attendus

À l'issue de la mission, le consultant devra produire :

- Un rapport d'évaluation détaillé incluant une analyse des résultats et recommandations.
- Un document de synthèse (4-5 pages) mettant en avant les points clés et les leçons apprises.
- Une présentation PowerPoint pour la restitution des résultats auprès des parties prenantes.

### 4. Méthodologie

Le consultant devra adopter une approche participative incluant :

- Revue documentaire (rapports de projet, données de suivi, études antérieures).
- Entretiens individuels et focus groups avec les bénéficiaires, élus locaux, services techniques et partenaires.
- Visites de terrain pour observer les impacts et recueillir des témoignages.
- Analyse comparative des résultats du projet par rapport aux objectifs initiaux.

L'équipe d'évaluation prendra en considération tous les documents pertinents du projet, tels que les documents du projet, les réaménagements budgétaires, les rapports techniques semestriel et annuels, les rapports de missions d'appui, d'ateliers, les hypothèses de stratégies identifiées pour la prochaine phase et tout autre document pertinent.

### 5. Profil du consultant

Cette mission sera effectuée par un agroéconomiste, socio-économiste, environnementaliste, ou tout autre profil disposant d'une connaissance approfondie du Sénégal et particulièrement du Sénégal Oriental (ou ayant plusieurs expériences en milieu rural en Afrique de l'Ouest), et ayant une expérience en lien avec la gouvernance

des ressources naturelles. Il devra également disposer d'une expertise confirmée dans le suivi et l'évaluation de projets de développement, de renforcement de capacités et de partenariat avec les organisations locales. Le consultant ou l'équipe de consultants devra aussi répondre aux critères suivants :

- Expérience avérée en évaluation de projets de développement (gouvernance foncière, agroécologie, gestion des ressources naturelles).
- Maîtrise des outils d'évaluation (méthodes qualitatives et quantitatives, collecte et analyse de données).
- Bonne connaissance des enjeux fonciers et agroécologiques en Afrique de l'Ouest, notamment au Sénégal.
- Capacité de rédaction et de synthèse pour produire des documents accessibles et pertinents.
- Expérience en animation d'ateliers de restitution et validation des résultats.

## 6. Durée et calendrier

La mission se déroulera sur une période de 1 mois soit en 4 semaines selon les tâches suivantes :

\_Collecte et analyse des données

\_Entretiens et visites de terrain

\_Rédaction du rapport et des documents de synthèses

\_Organisation de l'atelier de restitution

## 7. Modalités de soumission des candidatures

Les candidats intéressés sont invités à soumettre :

- Votre compréhension de la mission
- Une proposition technique présentant la méthodologie incluant l'approche de travail proposée.
- Un CV détaillé présentant leurs expériences pertinentes
- Un calendrier de travail détaillé en fonction des tâches.
- Une proposition financière pour l'exécution des tâches.

\_ La mission est prévue pour 60 jours ouvrables et se déroulera avant le 31 mars 2025. Dans sa proposition technique, le consultant devra préciser le nombre de jours pour chaque étape de l'évaluation.

\_ Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 15 Mars à l'adresse suivante: [pronat@endatiersmonde.org](mailto:pronat@endatiersmonde.org) en mettant en copie [mndour399@gmail.com](mailto:mndour399@gmail.com) avec comme mention : « Évaluation externe du projet PSAD-TAER » en objet du mail.

## 8. ANNEXES

### 8.1 Information sur l'organisation responsable de la mise en œuvre du projet

Créée en 1982 sous couvert du statut juridique d'Enda Tiers Monde, ONG internationale basée à Dakar, Enda Pronat est sortie du programme en tant qu'entité distincte à la suite de mesures de restructuration interne. Depuis 2011, Enda Pronat est une association à but non lucratif enregistrée et, depuis le 13 mars 2018, elle a le statut d'organisation non gouvernementale (conformément au Règlement n° 005548 du ministère de l'Intérieur). Ses objectifs institutionnels / Missions sont de promouvoir de façon active, au Sénégal est dans la sous-région, le développement rural durable en accompagnant les communautés locales dans la réappropriation de la gouvernance de leurs terroirs, le contrôle, la gestion écologique et la valorisation de leurs ressources.

Forte d'une équipe pluridisciplinaire de 67 personnes et d'un budget annuel d'environ 1 million d'euros, Enda Pronat a eu à gérer plusieurs projets relatifs à la promotion de l'Agroécologie et de la gouvernance locale des terroirs et des ressources naturelles.

### 8.2 Zone d'intervention du projet

Le projet intervient au niveau local dans la commune de Ndogo Babacar dans le département de Tambacounda. Il agit également au niveau national, sous-régional et dans le dialogue politique.

### 8.3 Groupes cibles directs et indirects

Les bénéficiaires directs du projet sont :

- Au moins 150 jeunes déscolarisés et femmes (au moins 50 % de femmes et 30% de jeunes) des 5 villages (Ndémou Gayo, Sinthiou Ibrahima Doumbia, Samba Khorédia

Peul, Bandiagara Sané, Samba Diouka) qui vont bénéficier des classes d'alphabétisation fonctionnelle,

- 412 habitants du village de Sinthiou aladji mody BA et 244 habitants du village de Thiéwal, dont au moins 100 femmes qui bénéficieront du mini-forage solaire pour le jardin et l'élevage,

- 46 conseillers municipaux (âgés entre 35 et 65 ans), dont 50% de femmes, qui vont être formés sur les outils et instruments de bonne gouvernance, et sur les lois et codes régissant la gestion des ressources naturelles,

- 1525 personnes (dont au moins 40% de femmes et 30% de jeunes) directement informées sur les règles de gestion des ressources naturelles qui seront élaborées durant le projet et sur les techniques de RNA,

- 1200 personnes impliquées (dont au moins 40% de femmes et 30% de jeunes) dans la mise en place des 20 Comités Villageois Paritaires, formées sur la gouvernance locale foncière et forestière et sur la Régénération Naturelle Assistée.

- 50 acteurs du développement territorial de 10 communes de la région de Tambacounda (conseillers départementaux, services techniques, autorités administratives...), dont au moins 30% de femmes, qui vont bénéficier de sensibilisation et de formation sur l'agroécologie et la gouvernance foncière,

\_ 50 membres de la DyTAEL Tambacounda, dont au moins 30% de femmes, qui vont bénéficier des visites de terrain ou participer à des ateliers dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route de cette DyTAEL.

\_ une vingtaine de décideurs nationaux qui seront interpellés lors des Journées de l'agroécologie, des ateliers de programmation et lors des émissions télévisées, sur la pertinence et l'urgence d'avancer dans la transition agroécologique, notamment pour améliorer la gestion des ressources naturelles.

#### Les bénéficiaires indirects sont :

Les 25 798 habitants de la commune de Ndogo Babacar (source PROCASEF) qui profiteront des retombées liées à la mise en place de la convention locale de Ndogo Babacar et seront touchés via les émissions radio.

Au moins 500 000 citoyen-nes sénégalais qui seront sensibilisées sur l'agroécologie et le foncier à travers les émissions télévisées et la communication sur les réseaux sociaux.

## 8.4 Résultats attendus et activités du projet

Plusieurs activités prévues ont été réalisées pour atteindre les différents objectifs et aboutir aux résultats suivants :

### OS1. La commune de Ndogo Babacar gère les ressources naturelles de son terroir de manière soutenue

<u>Activités</u>	<u>Résultats</u>
A.1.1. Mise en place de 5 classes d'alphabétisation fonctionnelle en langue locale en lien avec la gouvernance locale et durable des ressources naturelles, particulièrement à destination des jeunes déscolarisés et des femmes (12 mois)	R1.1 : Au moins 150 jeunes déscolarisés et femmes (au moins 50 % de femmes et 30% de jeunes au total) participent aux classes d'alphabétisation fonctionnelle et sont sensibilisés et outillés pour une gouvernance locale durable des ressources naturelles
A.1.2. Formation des 46 conseillers municipaux sur les outils et instruments de bonne gouvernance, et sur les lois et codes régissant la gestion des ressources naturelles (foncier, forêts)	R1.2 : Les 46 conseiller.e.s municipaux ont une meilleure connaissance et compréhension des outils et instruments de bonne gouvernance et des lois et codes régissant la gestion des ressources naturelles au niveau national.
A.1.3. Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie d'animation de la convention locale à Ndogo Babacar (1 atelier communal avec 25 participants élu-e-s, animateurs, services techniques + 6 ateliers zonaux avec 70 personnes + 6 animateurs x 18 mois + 4 émissions radio)	R1.3 : La convention locale de Ndogo Babacar est largement partagée aux populations de la commune, avec au moins 1525 personnes (dont au moins 40% de femmes) directement informées sur les règles de gestion des ressources naturelles mises en place.
A.1.4. Assemblées villageoises pour la mise en place de 20 Comités Villageois Paritaires (CVP) avec 70 participants dans 20 villages	R1.4 : Au moins 60 personnes sont impliquées dans chaque village pour la mise en place des comités villageois paritaires pour une gestion locale

<p>A.1.5. Formation et visites d'échanges de 60 personnes membres des 20 CVP, élu-e-s et animateurs sur la gouvernance locale foncière et forestière et sur la Régénération Naturelle Assistée (RNA)</p> <p>A.1.6. Mise en place de 10 Caisses Autogérées Villageoises (appui en matériel agricole ou intrants) et formation des comités de gestion</p> <p>A.1.7. Fonçage d'un mini-forage villageois de 35 m pour alimenter un jardin et l'élevage à Saré Dadi</p> <p>A.1.8. Equipement hydro-agricole du jardin du GPF de Thiéwal (kit d'irrigation solaire, clôture 1,5 ha)</p>	<p>durable, inclusive et participative, des ressources naturelles.</p> <p>R1.5 : 60 personnes, membres des 20 comités villageois paritaires, élu-e-s et animateurs locaux, sont informés et outillés pour mieux accompagner les communautés dans une gestion locale durable des ressources naturelles.</p> <p>R.1.6. 10 Caisses autogérées villageoises sont fonctionnelles; elles soutiennent le développement d'activités génératrices de revenus.</p>
--	--

**\_ OS2. Les acteurs de développement de Tambacounda s'engagent de plus en plus pour l'agroécologie comme fil conducteur dans leur département.**

<u>Activités</u>	<u>Résultats</u>
<p>A.2.1. Réalisation et restitution d'une étude sur les difficultés d'accès et de gestion de l'eau productive par les exploitations familiales au Sénégal Oriental</p> <p>A.2.2. Ateliers de sensibilisation des acteurs du développement territorial sur les enjeux liés à la gouvernance foncière et à l'agroécologie avec des émissions radio communautaires</p> <p>A.2.3. Formation de 50 conseillers départementaux et autres acteurs du développement sur</p>	<p>R.2.1. Un rapport d'étude sur les difficultés d'accès et de gestion de l'eau productive par les exploitations familiales au Sénégal Oriental est disponible et l'étude est restitué auprès d'au moins 50 acteurs.</p> <p>R.2.2. Au moins 50 acteurs du développement de la région de Tambacounda comprennent les enjeux de la gouvernance foncière et de la transition agroécologique (Rapport d'atelier)</p>

<p>sur l'agroécologie et les outils de bonne gouvernance</p> <p>A.2.4. Organisation de visite d'expérimentations agroécologiques avec les conseillers départementaux, les services techniques et les autorités administratives</p> <p>A.2.5. Ateliers de concertation, de planification et d'évaluation de la dynamique pour la transition agroécologique de Tambacounda (DyTAEL Tambacounda)</p> <p>A.2.6. Atelier de diagnostic participatif et prospectif du département de Tambacounda</p>	<p>R.2.3. Au moins 50 acteurs du développement de la région de Tambacounda maîtrisent le concept de l'agroécologie (Rapport de formation)</p> <p>R.2.4. Au moins 25 acteurs du développement de la région de Tambacounda connaissent des initiatives agroécologiques en cours (Rapport de visite)</p> <p>R.2.5. Chaque année, 1 plan d'action et 1 rapport d'évaluation sont produits par la DyTAEL Tamba.</p> <p>R.2.6. Au moins 3 scénari du devenir du département de Tambacounda sont élaborés de manière participative</p>
--	---

**OS3. L'Etat du Sénégal met en œuvre des mesures de soutien à la promotion de l'agroécologie et respecte les droits fonciers des communautés paysannes**

<u>Activités</u>	<u>Résultats</u>
A.3.1. Réalisation d'un film documentaire sur les initiatives agroécologiques au Sénégal	A.3.1. Réalisation d'un film documentaire sur les initiatives agroécologiques au Sénégal
A.3.2. Prise en charge d'un consultant pour l'élaboration d'un document de plaidoyer national sur l'agroécologie	A.3.2. Prise en charge d'un consultant pour l'élaboration d'un document de plaidoyer national sur l'agroécologie
A.3.3. Appui à l'organisation des Journées de l'agroécologie avec la DyTAES (40 participants membres du CRAFS, de la DyTAES, de la DyTAEL Tambacounda et/ou bénéficiaires du projet)	A.3.3. Appui à l'organisation des Journées de l'agroécologie avec la DyTAES (40 participants membres du CRAFS, de la DyTAES, de la DyTAEL Tambacounda et/ou bénéficiaires du projet)

<p>A.3.4. Participation de membres de la DyTAES à plusieurs ateliers d'élaboration des programmes et politiques publiques du Sénégal</p> <p>A.3.5. Développement de la communication de la DyTAES sur les réseaux sociaux.</p> <p>A.3.6. Réalisation d'une étude pour actualiser les données sur les cas d'accaparement des terres au Sénégal</p> <p>A.3.7. Production d'un document de capitalisation et d'une vidéo sur les comités villageois paritaires et les caisses villageoises autogérées, en tant que mécanismes inclusifs et participatifs de gestion des ressources naturelles</p> <p>A.3.8. Atelier national de restitution de la capitalisation sur les mécanismes inclusifs et participatifs de gestion des ressources naturelles, en collaboration avec le CRAFS et la DyTAES</p> <p>A.3.9. Ateliers de préparation des membres du CRAFS à la concertation avec l'Etat du Sénégal et les Partenaires Techniques et Financiers comme la Banque Mondiale.</p> <p>A.3.10. Organisation d'émissions télévisées sur la gouvernance foncière et/ou l'agroécologie avec des membres de la DyTAES et du gouvernement.</p> <p>A.3.11. Soutien aux Collectifs de lutte contre les accaparements de terre (prise en charge de frais de mobilisation, des frais d'avocats...)</p>	<p>A.3.4. Participation de membres de la DyTAES à plusieurs ateliers d'élaboration des programmes et politiques publiques du Sénégal</p> <p>A.3.5. Développement de la communication de la DyTAES sur les réseaux sociaux.</p> <p>A.3.6. Réalisation d'une étude pour actualiser les données sur les cas d'accaparement des terres au Sénégal</p> <p>A.3.7. Production d'un document de capitalisation et d'une vidéo sur les comités villageois paritaires et les caisses villageoises autogérées, en tant que mécanismes inclusifs et participatifs de gestion des ressources naturelles</p> <p>A.3.8. Atelier national de restitution de la capitalisation sur les mécanismes inclusifs et participatifs de gestion des ressources naturelles, en collaboration avec le CRAFS et la DyTAES</p> <p>A.3.9. Ateliers de préparation des membres du CRAFS à la concertation avec l'Etat du Sénégal et les Partenaires Techniques et Financiers comme la Banque Mondiale.</p> <p>A.3.10. Organisation d'émissions télévisées sur la gouvernance foncière et/ou l'agroécologie avec des membres de la DyTAES et du gouvernement.</p> <p>A.3.11. Soutien aux Collectifs de lutte contre les accaparements de terre (prise en charge de frais de mobilisation, des frais d'avocats...)</p>
---	---

--	--

OS4. Les réseaux sous-régionaux de plaidoyer se sont renforcés et prennent en compte d'une manière plus accentuée des droits fonciers des sociétés paysannes et de l'agroécologie dans les politiques et règlements ouest africains.

<u>Activités</u>	<u>Résultats</u>
A.4.1. Participation à des ateliers d'actualisation et de suivi du plan d'action de la CGLTE	R.4.1. Le plan d'action de la CGLTE est actualisé et sa mise en oeuvre est suivie (rapport de suivi)
A.4.2. Participation à des ateliers d'actualisation et de suivi du plan d'action de l'Alliance 3AO	R.4.2. Le plan d'action de la 3AO est actualisé et sa mise en oeuvre est suivie (rapport de suivi)
A.4.3. Participation à des activités de plaidoyer au niveau sous-régional	R.4.3. Les recommandations de la CGLTE et de la 3AO sont partagées avec les décideurs au niveau sous-régional.